

de ce groupe de personnes et est de nature à provoquer le mépris et la haine envers les membres de ce groupe.

La loi interne française ans les textes susvisés de la loi du 29 juillet 1881 en particulier en ses articles 24 et 32 érige ce type de comportements en infractions pénales, mesures nécessaires à la protection de ce droit à la non-discrimination.

L'appréhension restrictive du droit français de la notion de groupe de personnes à raison de leur origine est discriminatoire, alors qu'en l'espèce, il existe une langue bretonne spécifique reconnue par l'état français et enseignée y compris dans les structures d'enseignement public, une région administrative dénommée BRETAGNE, même si elle ne recouvre pas l'intégralité de la zone géographique dans laquelle résident les personnes qui se revendiquent comme bretonnes, caractérise outre l'histoire, l'existence et la réalité de cette communauté de personnes.

Préservant sa conception philosophique et constitutionnelle du droit, l'Etat français confond systématiquement le principe d'égalité avec celui d'identité.

Pourtant, sa loi et sa jurisprudence admettent, poursuivent et condamnent les discriminations commises à l'égard d'autres groupes qui n'ont pas davantage de statut juridique que les bretons.

Ainsi, des propos similaires tenus à l'égard des juifs de musulmans ou des citoyens originaires des anciennes colonies françaises auraient à coup sûr et sans restriction été poursuivies et condamnées au regard de la jurisprudence interne existante, et les associations représentatives de ces groupes ou communautés déclarées recevables à agir.

En retenant une acception restrictive injustifiée de la notion de groupe ayant une origine commune, le droit français génère de ce fait de discrimination entre groupes atteignant au droit garanti par l'article 14 de la Convention.

V - EXPOSE RELATIF AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 26 DE LA CONVENTION :

La dernière décision interne définitive est la décision du Procureur Général près la Cour d'Appel de Paris en date du 19 Juillet 2006, notifiée le 20 juillet 2006 et reçue le 21 juillet 2006 par le mandataire de l'association requérante, décision insusceptible de recours., la requête apparaît donc recevable comme présentée avant le 19 Janvier 2006.